



PRÉFET DES VOSGES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Arrêté n° 736/2021/DREAL/UD88 du **20 AOÛT 2021**

**mettant à jour les prescriptions applicables à la société RAON CIRCULAR REGENERATION
pour sa papeterie exploitée sur la commune de Raon l'Étape**

Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu la directive IED n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 modifiée, relative aux émissions industrielles ;
- Vu la décision n° 2014/687/UE du 26 septembre 2014 modifiée, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la production de pâte à papier, de papier et de carton, au titre de la directive 2010/75/UE ;
- Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
- Vu le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Yves SEGUY en qualité de Préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a), 3610a (Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et 3610b (Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du-Rhin Meuse ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2683/2010 du 02 décembre 2010 modifié autorisant la société PAPETERIE DE RAON à exploiter une papeterie sise sur la commune de Raon l'Étape ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2359/2014 du 13 octobre 2014 relatif à la constitution des garanties financières pour la mise en sécurité du site exploité par la société PAPETERIE DE RAON sise sur la commune de Raon l'Étape ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 19/2020/ENV du 17 mars 2020, autorisant la société RAON CIRCULAR REGENERATION à reprendre l'exploitation d'une papeterie à Raon l'Étape et modifiant le montant des garanties financières à constituer par ladite société pour ce site ;
- Vu le dossier de réexamen de l'établissement déposé au Préfet des Vosges le 26 avril 2016 par la société PAPETERIE DE RAON ;
- Vu le rapport de base de l'établissement déposé au Préfet des Vosges le 30 novembre 2016 par la société PAPETERIE DE RAON ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 25 juin 2021 de l'inspection des installations classées ;
- Vu l'absence d'observations de la société RAON CIRCULAR REGENERATION au sujet du projet d'arrêté qui lui a été transmis le 28 juin 2021 ;

- Considérant que la rubrique associée à l'activité principale de l'usine papetière exploitée par la société RAON CIRCULAR REGENERATION à Raon l'Étape est la rubrique 3610-a et 3610-b se rapportant à la fabrication de papier et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) associées à cette rubrique sont les conclusions sur les MTD pour la production de pâte à papier, de papier et de carton (PP) ;
- Considérant que les conclusions sur les MTD relatives à la production de pâte à papier, de papier et carton ont été publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 30 septembre 2014 ;
- Considérant que conformément aux dispositions du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de cette publication :
- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 de ce code ;
 - ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions ;
- Considérant que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des meilleures techniques disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD pour la fabrication de papier (BATc) ;
- Considérant qu'au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à une installation de fabrication de papier, telles que décrites dans les conclusions sur les MTD (BATc) relatives à la fabrication de papier, publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne en septembre 2014, il est nécessaire d'actualiser les conditions d'autorisation de l'usine de fabrication de papier exploitée par la société RAON CIRCULAR REGENERATION à Raon l'Étape ;
- Considérant que l'article R. 515-60 du code de l'environnement impose que l'arrêté d'autorisation fixe au minimum des prescriptions concernant la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines pour les substances ou mélanges visés au 3° du I de l'article R. 515-59 du même code ;
- Considérant qu'au titre du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement, le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 du même code est à fournir lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation ;
- Considérant que le 10.6 et 10.8 de l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 modifié impose la mise en œuvre d'une surveillance des sols en cas de risque de pollution de ces derniers ;
- Considérant que l'exploitant a remis avec son dossier de réexamen un rapport de base identifiant des substances pertinentes présentant un risque de contamination du sol et des eaux souterraines et qu'il est donc nécessaire, au regard du risque notable de pollution au vu des quantités présentes au sein de l'établissement, de prescrire au titre du 3 et du 4 de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 03 avril 2000 modifié une surveillance des eaux souterraines et des sols ;
- Considérant que l'annexe II de l'arrêté du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement a modifié la partie relative aux émissions dans l'eau et à la surveillance des rejets aqueux de l'arrêté ministériel du 03 avril 2000 modifié afin de prendre en compte les exigences européennes formulées dans la Directive 2000/60/CE (intégration des substances dangereuses et révision des valeurs limites d'émission) et les enseignements de la deuxième campagne de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE 2) ;

Les barrières mises en place autour du parc de stockage des balles de papier ou du papier en vrac doivent être entretenus et maintenu en bon état à tout instant. Ces barrières doivent empêcher tout envols de papiers en dehors de l'installation. En cas d'incident et d'envol de papier en dehors de l'installation, il convient à l'exploiter de procéder au nettoyage des zones polluées et remettre les barrières en état son délai.

Article 5 - Prélèvements eau

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées une étude visant à réduire la consommation d'eau fraîche sur le site.

Article 6 - Prélèvements eau et effluents

L'article 4.4.8 de l'arrêté préfectoral n° 2683/2010 du 02 décembre 2010 modifié est remplacé par comme suit.

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des mesures, des prélèvements et des analyses, moyen réalisés sur 24 heures.

Les eaux résiduaires ne pourront être rejetées au milieu que si les rejets respectent les valeurs limites :

	Flux moyen annuel	Concentration pour un échantillon composite sur 24h	Flux massique autorisé annuel	Moyenne mensuelle	Flux de pointe mois	Flux de pointe jour
MES	0,45 kg/t		73 000 kg/an	200 kg/j	6 200 kg/mois	200 kg/j
DCO	1,4 kg/t		321 200 kg/an	880 kg/j	27 280 kg/mois	880 kg/j
DBO ₅			77 380 kg/an	220 kg/j	6 820 kg/mois	220 kg/j
NTK			19 700 kg/an		2 000 kg/mois	140 kg/j
Azote Total	0,09 kg/t					
AOX	0,05 kg/t		500 kg/an			1 mg/l
P	0,008 kg/t					1 mg/l

	Moyenne annuelle	Moyenne mensuelle	Maxi journalier
Débit	4000 m ³ /j et 10 m ³ /tSA _{papier} ¹	4 500 m ³ /j	5 500 m ³ /j

Afin de réduire les émissions de nutriments (azote et phosphore) dans les eaux réceptrices, l'exploitant doit remplacer les additifs chimiques à forte teneur en azote et en phosphore par des additifs à faible teneur en azote et en phosphore.

Article 7 - Autosurveillance des effluents

L'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2683/2010 du 02 décembre 2010 est remplacé par les prescriptions suivantes :

Le rejet des eaux résiduaires après traitement fera l'objet des analyses suivantes :

¹ La production retenue est la production mensuelle brute comptabilisée. tSA (tonne de pâte sèche à l'air – siccité de 90 %)

Considérant donc qu'il est nécessaire d'actualiser et de compléter les conditions d'autorisation d'exploiter de l'installation et notamment :

- les valeurs limites d'émission des rejets aqueux en sortie du site, prenant en compte d'une part les exigences réglementaires, les BATC PP, et d'autre part, l'acceptabilité du milieu ;
- les modalités de surveillance des rejets aqueux ;
- l'encadrement de la gestion et de l'utilisation des produits chimiques au sein de l'établissement en vue de réduire au minimum les incidences environnementales du processus de production (MTD 2) ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article R. 515-60 du code de l'environnement, il convient d'ajouter à l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations, des prescriptions relatives :

- à la surveillance des sols et des eaux souterraines ;
- à garantir la protection du sol et des eaux souterraines, concernant notamment les moyens nécessaires à l'entretien et à la surveillance périodique des mesures prises afin de garantir cette protection ;
- aux mesures relatives aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif de l'installation, et l'état dans lequel doit être remis le site lors de cet arrêt définitif dans le respect, outre de l'article R. 512-30, des articles L. 512-6-1 et L. 515-30 du code de l'environnement ;
- à la surveillance des émissions, en spécifiant la méthode de mesure, la fréquence des relevés et la procédure d'évaluation, basées sur la partie des conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles relative à la surveillance ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2683/2010 du 02 décembre 2010 modifié autorisant la société des RAON CIRCULAR REGENERATION, dont le siège social est situé rue Emilie ZOLA à RAON l'Étape, à poursuivre l'exploitation de l'usine de papier, située sur le territoire de la commune de Raon l'Étape, sont complétées et modifiées par les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 - Champ et portée du présent arrêté

Les prescriptions du présent arrêté concernent la prise en compte des meilleures techniques disponibles suite à la publication du BREF relatif à la « production de pâte à papier, de papier et de carton » et se substituent à toutes autres dispositions existantes à la date de parution du présent arrêté et contraires, sauf mention explicite dans le présent arrêté, traitant du sujet dans d'autres arrêtés préfectoraux.

Article 3 - Utilisation de produit dangereux

Il est interdit d'utiliser dans la papeterie les produits suivants :

- d'agents organiques chélatants ;
- de fioul comme combustible pour la chaudière.

Article 4 - Propreté du site – envois des papiers

L'exploitant doit nettoyer régulièrement la zone d'entreposage, avec balayage des voies d'accès et curage des puisards pour éviter les émissions diffuses de poussière. Ces opérations réduisent le volume des débris de papier et de fibres emportés par le vent ou broyés par la circulation des véhicules sur le site, ce qui peut entraîner des émissions supplémentaires de poussière, surtout pendant la saison sèche.

Paramètres	Surveillance
Température	En continu
pH	
Débit	
DCO ^{2 3}	Journalière
MES ^{2 3}	
DBO ₅	Hebdomadaire
NTK ²	
Phosphore total	
AOX (norme EN ISO 9562:2004) ⁴	Mensuelle
Metaux concernées	annuellement

Les résultats, accompagnés de l'indication du niveau de fabrication des produits pendant la période correspondante, seront transmis à l'inspecteur des installations classées dans le mois qui suit. L'exploitant devra analyser et commenter les résultats obtenus qui présenteraient un dépassement par rapport aux normes prescrites et indiquer les dispositions compensatoires qu'il a été amené ou qu'il envisage de prendre.

Trois fois par an, un échantillon moyen représentatif constitué sur une période minimale de 24 heures sera confié à un laboratoire agréé à des fins d'analyse sur les paramètres visés à l'article 7 du présent arrêté.

Article 8 - Autosurveillance de la biomasse

La biomasse doit faire l'objet des analyses suivantes :

Paramètre	Fréquence
Phosphore de la biomasse	Périodique
Azote de la biomasse	
Indice de volume des boues	
Excès d'ammoniac et d'orthophosphate dans les effluents	
Contrôle microscopique de la biomasse	
Débit volumique et teneur en CH du biogaz produit lors du traitement des effluents en anaérobiose	En continu
Teneur en HS et en CO du biogaz produit lors du traitement des effluents en anaérobiose	Périodique

2 Des méthodes d'essai rapides peuvent également être utilisées. Les résultats des tests rapides doivent être contrôlés régulièrement (par exemple sur une base mensuelle) au regard des normes EN ou, en l'absence de normes EN, des normes ISO, des normes nationales ou d'autres normes internationales qui garantissent l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.

3 Pour les usines exploitées moins de sept jours par semaine, il est possible de réduire la fréquence de surveillance de la DCO et du TSS afin de ne couvrir que les jours où l'usine est en fonctionnement, ou bien d'étendre la période d'échantillonnage à 48 ou 72 heures.

4 Non applicables aux unités qui apportent la preuve qu'aucun AOX n'est produit ou ajouté par l'intermédiaire d'additifs chimique et de matières premières.

Article 9 - Surveillance des eaux souterraines et des sols

Le rapport de base réalisé par le bureau d'étude DEKRA du 16 novembre 2016 (affaire n° 41849557) doit être complétée sur la base des investigations supplémentaire comme proposé par le bureau d'étude dans son rapport.

Sous un délai 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit transmettre le programme de surveillance de la qualité des sols et de celle des eaux souterraines étayé, prenant notamment en compte les substances pertinentes entreposées, détenues ou utilisées dans l'usine.

Article 10 - Cessation d'activité et mise à l'arrêt

L'article 1.6.6 de l'arrêté préfectoral n° 2683/2010 du 02 décembre 2010 est complété par les prescriptions suivantes :

Afin de prévenir les risques de pollution lors de la mise à l'arrêt définitif d'une unité, l'exploitant doit mettre en place les mesures suivantes :

- a) Veiller à connaître l'emplacement des conduites et cuiviers souterrains, faire en sorte que leur emplacement soit bien connu et dûment documenté ;
- b) Établir des instructions pour la vidange des équipements, des cuves et des canalisations ;
- c) Veiller à garantir une fermeture propre lors de la mise à l'arrêt des installations en vue, par exemple du nettoyage et de la réhabilitation du site. Il convient de préserver dans toute la mesure du possible les fonctions naturelles des sols.

Lors de la cessation définitive des activités, l'exploitant évalue le niveau de contamination du sol et des eaux souterraines par des substances dangereuses utilisées, produites ou rejetées par l'installation. Si l'installation est responsable d'une pollution significative du sol ou des eaux souterraines par des substances dangereuses par rapport à l'état constaté dans le rapport de base susvisé, l'exploitant prend les mesures nécessaires afin de remédier à cette pollution, de manière à remettre le site dans cet état. À cette fin, il peut être tenu compte de la faisabilité technique des mesures envisagées.

À défaut de réalisation d'un état initial au sein du rapport de base, en cas de cessation d'activité, toute pollution découverte lors de la remise en état sera imputable à la société RAON CIRCULAR REGENERATION.

Article 11 - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société RAON CIRCULAR REGENERATION et dont copie sera adressée à la sous-préfète de Saint-Dié-des-Vosges et à la mairie de Raon l'Étape et pourra y être consultée.

De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée à la mairie précitée pendant une durée minimale d'un mois et publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Épinal, le **20 AOUT 2021**

Le Préfet,

Par délégation, le Sous-Préfet,
Secrétaire Général

David PERCHERON

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy selon les modalités fixées à l'article R. 181-50 du code de l'environnement.